

Numéro du rôle : 6081
Arrêt n° 7/2016 du 21 janvier 2016

A R R E T

---

*En cause* : la question préjudicielle relative à l'article 1382 du Code civil, posée par le Tribunal correctionnel de Flandre orientale, division Gand.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents A. Alen et J. Spreutels, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président A. Alen,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

\*

\*   \*

### *I. Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 22 octobre 2014 en cause du ministère public contre P.M. et L. D.V., dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 4 novembre 2014, le Tribunal correctionnel de Flandre orientale, division Gand, a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 1382 du Code civil viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 23 et 27 de la Constitution et avec l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, dans l'interprétation selon laquelle l'article 1382 du Code civil s'oppose à ce qu'une personne morale qui a été créée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou de certains éléments de celui-ci, reçoive, pour atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été créée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro, pour la seule raison que chacun aurait intérêt au respect de l'intérêt collectif que défend cette personne morale, alors que toute personne physique ou morale a en principe droit, pour un même fait dommageable, à une réparation qui s'apprécie concrètement en fonction d'un dédommagement entier ou intégral ? »

Des mémoires ont été introduits par :

- l'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen », assistée et représentée par Me P. De Smedt, avocat au barreau de Gand;

- l'ASBL « Terre wallonne », assistée et représentée par Me A. Lebrun, avocat au barreau de Liège;

- le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me S. Ronse et Me D. Smets, avocats au barreau de Courtrai.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- l'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen »;

- le Conseil des ministres.

Par ordonnance du 14 octobre 2015, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs R. Leysen et T. Giet, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins qu'une partie n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendue, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 3 novembre 2015 et l'affaire mise en délibéré.

A la suite de la demande d'une partie à être entendue, la Cour, par ordonnance du 3 novembre 2015, a fixé l'audience au 25 novembre 2015.

A l'audience publique du 25 novembre 2015 :

- ont comparu :

. Me A. Houthuys, avocat au barreau de Gand, *loco* Me P. De Smedt, pour l'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen »;

. Me D. Smets, qui comparaisait également *loco* Me S. Ronse, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs R. Leysen et T. Giet ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

## II. *Les faits et la procédure antérieure*

Dans la procédure au fond, P.M. et L.D.V. sont accusés de faits punis par l'article 16.6.1, § 1er, alinéa 1er, du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement. Le 31 octobre 2013, l'inspection nature [cellule de l'Agence flamande de la Nature et des Forêts] a procédé à un contrôle sur le terrain de chasse du premier prévenu, P.M., à la suite d'une plainte introduite par un autre chasseur concernant les pratiques cynégétiques immorales des prévenus. Plusieurs infractions ont été constatées, à savoir la possession de faisans non réglementaires et l'installation, dans un bois, de volières ouvertes non réglementaires.

En qualité de partie civile, l'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen » réclame le paiement d'une somme de 1 900 euros à titre d'indemnité pour le préjudice matériel et moral. En outre, elle demande au juge *a quo* de poser une question préjudicielle à la Cour. En effet, le juge *a quo* avait précédemment estimé, dans plusieurs jugements, que faute d'un cadre légal spécifique, la partie civile ne peut se voir attribuer qu'un dommage moral symbolique d'un euro. Selon la partie civile, cette jurisprudence n'est pas conforme à la Constitution. Le Tribunal correctionnel de Flandre orientale, division Gand, estime qu'il y a dès lors lieu de poser à la Cour la question reproduite plus haut.

## III. *En droit*

- A -

A.1.1. Le Conseil des ministres estime que le juge *a quo* se base sur une lecture erronée de l'article 1382 du Code civil, de sorte qu'il n'y a pas lieu de répondre à la question préjudicielle. Ni en vertu de l'article 1382 du Code civil, ni en vertu d'aucune autre disposition, le dédommagement moral accordé à une association sans but lucratif ne doit être limité à un euro maximum. Il ressort d'une jurisprudence autre que celle de la juridiction *a quo* que des dédommagements moraux plus importants peuvent effectivement être accordés à des associations sans but lucratif. Le juge du fond doit évaluer l'importance concrète de l'indemnité sur la base des critères légaux prévus par l'article 1382 du Code civil. La loi n'impose pas au juge du fond des montants minima ou maxima entre lesquels doit se situer l'indemnité accordée. La prétendue inégalité résulte dès lors de l'interprétation du juge du fond. Ce n'est pas parce que le juge *a quo* défend une interprétation trop restrictive de la disposition attaquée qu'il faut conclure à l'inconstitutionnalité de cette dernière.

A.1.2. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres relève qu'une interprétation conforme à la Constitution de l'article 1382 du Code civil ne permet pas non plus de conclure qu'un dédommagement d'un euro au maximum peut être accordé à une association sans but lucratif. La Cour devrait donc conclure à une double interprétation, une seule étant conforme à la Constitution.

A.2.1. L'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen », partie civile dans la procédure sur le fond, est une association de défense de la nature qui a pour objet la protection de l'avifaune. Les faits dont les prévenus sont poursuivis affectent directement cet objet, de sorte que l'association sans but lucratif estime qu'elle subit un préjudice moral. Elle réclame dès lors un dédommagement moral évalué *ex aequo et bono* à 1 500 euros. Toutefois, le Tribunal correctionnel de Flandre orientale, division Gand, ramène systématiquement le dommage moral à une indemnité symbolique d'un euro. Le Tribunal estime que l'environnement naturel n'appartient à personne et que l'intérêt moral de l'association de défense de la nature à la sauvegarde de l'environnement ne peut être évalué autrement que l'intérêt qu'a chaque citoyen à cette sauvegarde. Confrontée à cette jurisprudence constante, l'association sans but lucratif a, en tant que partie civile, demandé au tribunal de poser une question préjudicielle à la Cour.

A.2.2. L'association sans but lucratif ne partage pas la thèse du Conseil des ministres selon laquelle la question préjudicielle n'appellerait pas de réponse. D'une manière générale, le juge *a quo* donne à l'article 1382 du Code civil une interprétation en vertu de laquelle le préjudice moral subi par une association de défense de l'environnement, en cas d'atteinte à son objet collectif, ne peut être indemnisé que de manière symbolique, par l'octroi d'un euro, et qui s'écarte ainsi des principes généraux d'évaluation concrète du dommage et de réparation intégrale contenus dans cet article.

A.2.3. L'association sans but lucratif estime qu'en vertu de l'article 1382 du Code civil, toute personne qui cause un dommage par sa faute est tenue de le réparer. Le dommage peut consister en un dommage matériel et un dommage moral. Le dommage moral est forcément fixé en équité. Bien qu'une personne morale ne puisse subir une douleur physique ou psychique, la jurisprudence et la doctrine acceptent généralement qu'une personne morale puisse effectivement subir un dommage moral par suite de l'atteinte portée à d'autres intérêts immatériels. Une jurisprudence abondante admet tout autant qu'un dédommagement moral puisse être accordé à une association empêchée de poursuivre son objet statutaire. Cet empêchement peut consister en l'accomplissement d'infractions - pénales ou non - ayant un impact négatif sur les biens juridiques que la personne morale cherche à protéger. Il est donc également porté atteinte au droit de s'associer garanti par l'article 27 de la Constitution. Ainsi, la jurisprudence a déjà admis à plusieurs reprises que la disparition d'oiseaux ou l'emploi illégal d'oiseaux à des fins cynégétiques affectaient à ce point l'exercice normal des activités de l'ASBL « Vogelbescherming Vlaanderen » et la réalisation des objectifs de celle-ci que cette dernière subissait par là un préjudice moral.

La réparation symbolique d'un euro est difficilement conciliable avec le droit subjectif à réparation inscrit à l'article 1382 du Code civil et avec la protection du droit à la propriété. Le fait que l'association sans but lucratif se consacre à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent en propre à personne ne constitue pas une raison pour la priver d'une réparation intégrale. La simple circonstance que d'autres personnes, ou même tout un chacun, puissent subir un préjudice du fait de l'atteinte portée aux biens juridiques dont l'association sans but lucratif poursuit la protection n'y change rien.

A.3. Selon l'ASBL « Terre wallonne », partie intervenante, l'article 1382 du Code civil, tel qu'il est interprété dans la question préjudicielle, viole les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, combinés avec la Convention d'Aarhus. Cette interprétation ne correspond pas à la portée réelle de l'article 1382 du Code civil qui, lorsqu'il est lu correctement, est conforme à la Constitution. Cet article garantit en effet une réparation intégrale du dommage causé à un intérêt général défendu par une association. De nombreuses décisions judiciaires ont déjà octroyé des dédommagements qui n'étaient pas purement symboliques à des associations de défense de la nature en cas d'atteinte à des *res nullius* ou à des *res communes*.

- B -

B.1.1. Le juge *a quo* demande à la Cour si l'article 1382 du Code civil viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 23 et 27 de la Constitution et avec l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, dans l'interprétation selon laquelle cette disposition s'oppose à ce qu'une personne morale qui a été créée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou de certains éléments de celui-ci, reçoive, pour atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été créée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro, pour la seule raison que chacun aurait intérêt au respect de l'intérêt collectif que défend cette personne morale, alors que toute personne physique ou morale a en principe droit, pour un même fait dommageable, à une réparation qui s'apprécie concrètement en fonction d'un dédommagement entier ou intégral.

B.1.2. L'article 1382 du Code civil dispose :

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

[...] ».

L'article 27 de la Constitution dispose :

« Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive ».

L'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

B.2. Il ressort de la décision de renvoi que l'affaire concerne une personne morale qui s'est fixée pour objet la protection de l'environnement ou de certains éléments de celui-ci et qui s'est constituée partie civile devant le juge pénal pour réclamer réparation en raison de l'atteinte portée à l'intérêt collectif - c'est-à-dire en vue de la sauvegarde de l'objet statutaire - pour lequel elle a été constituée parce qu'un dommage a été causé à des espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage, c'est-à-dire à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent à personne. La Cour limite son examen à cette hypothèse.

B.3. L'article 3 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale dispose :

« L'action pour la réparation du dommage causé par une infraction appartient à ceux qui ont souffert de ce dommage ».

B.4. Se référant aux articles 2, point 4, 3, paragraphe 4, et 9, paragraphe 3, de la Convention d'Aarhus et à l'article 3 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, la Cour de cassation a jugé que lorsqu'une action en réparation d'un dommage causé par une infraction est introduite par une personne morale qui, en vertu de ses statuts, a pour objectif la protection de l'environnement et vise à contester les agissements et les négligences de

personnes privées et instances publiques jugés contraires aux dispositions du droit de l'environnement national, cette personne morale satisfait à cette condition de recevabilité relative à l'intérêt pour introduire une action en justice (Cass., 11 juin 2013, *Pas.*, 2013, n° 361).

B.5. Dans l'affaire pendante devant le juge *a quo*, l'action de l'association de défense de l'environnement a été déclarée recevable, par référence à l'arrêt mentionné ci-dessus. En outre, le juge *a quo* considère qu'une telle association peut subir un dommage moral en cas d'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée. Le litige et la question préjudicielle portent exclusivement sur l'évaluation du dédommagement.

B.6.1. Sur la base de l'article 1382 du Code civil, qui s'applique aux dommages résultant d'une infraction, celui qui, par sa faute, a causé à autrui un dommage, est tenu de le réparer, et la victime a droit, en règle, à la réparation intégrale du préjudice qu'elle a subi. Le juge évalue *in concreto* le préjudice causé par un fait illicite. Il peut recourir à une évaluation en équité du dommage, à la condition qu'il indique les motifs pour lesquels il ne peut admettre le mode de calcul proposé par la victime et qu'il constate en outre l'impossibilité de déterminer autrement le dommage (Cass., 17 février 2012, *Pas.*, 2012, n° 119).

B.6.2. Dans l'interprétation de la juridiction *a quo*, l'article 1382 du Code civil s'opposerait à l'octroi d'un dédommagement moral supérieur à la réparation symbolique d'un euro en cas d'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel l'association de défense de l'environnement a été constituée, lorsqu'il s'agit d'un dommage à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent en propre à personne.

B.6.3. Le juge *a quo* motive sa décision de la manière suivante :

« Le dommage est de nature morale et ne peut être estimé sur la base d'un montant déterminé pour chaque oiseau concerné par les faits déclarés établis.

Les oiseaux n'appartiennent en effet à personne. Faute d'un cadre légal spécifique, l'intérêt moral que la partie civile a au maintien d'une population d'oiseaux intacte ne peut être évalué autrement que l'intérêt qu'à chaque citoyen à ce maintien. L'exigence d'une valorisation identique de l'intérêt de chaque citoyen au maintien de valeurs naturelles conduit à conclure qu'une violation de cet intérêt moral ne peut être indemnisée que symboliquement.

Dans le cas contraire, l'octroi d'un montant substantiel à la partie civile reposerait sur une attribution arbitraire de dédommagement qui ne serait pas généralisable.

La reconnaissance juridique du droit violé conduit par conséquent à l'octroi d'un euro de dédommagement moral. En accordant ce dédommagement, le tribunal ne déclare nullement que l'intérêt lésé ne serait pas important ou que la lésion de cet intérêt serait insignifiante mais uniquement que, faute d'un fondement juridique plus spécifique, l'intérêt de la partie civile ne peut être valorisé autrement dans le cadre du droit privé de la réparation existant.

La reconnaissance de l'admissibilité et du fondement de principe de l'action de la partie civile permet par ailleurs à celle-ci d'agir réellement en justice pour le respect des intérêts qu'elle défend ».

B.6.4. Il appartient en règle à la juridiction *a quo* d'interpréter les dispositions qu'elle applique, sous réserve d'une lecture manifestement erronée de la disposition en cause, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. La Cour examine en conséquence la différence de traitement mentionnée dans la question préjudicielle, dans l'interprétation visée en B.1.1.

B.7.1. En vertu de l'article 3 du titre préliminaire du Code de procédure pénale, l'exercice de l'action civile devant les juridictions pénales tend à la réparation du dommage privé causé par une infraction et n'appartient dès lors qu'à celui qui a été directement lésé par cette infraction dont il a souffert dans sa personne, dans ses biens ou dans son honneur (Cass., 20 octobre 2010, *Pas.*, 2010, n° 613). En principe, une constitution de partie civile pour un dommage subi par des tiers est exclue.

B.7.2. Pour qu'un dommage puisse être indemnisé sur la base de l'article 1382 du Code civil, il doit avoir été causé à « autrui » et il doit donc toucher personnellement le demandeur.

B.8.1. Bien que chaque citoyen ait, tout comme une personne morale ayant pour objet la protection de l'environnement, un intérêt à la conservation de la nature, en l'espèce la conservation de la population d'oiseaux sauvages, il existe entre le citoyen et une telle association une différence essentielle lorsqu'il s'agit d'introduire une action civile en réparation d'un dommage occasionné à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent en propre à personne.



Étant donné que de tels éléments de l'environnement n'appartiennent à personne, le citoyen ordinaire n'aura en principe aucun intérêt direct et personnel à tenter une action en réparation pour la lésion de cet intérêt. En revanche, une personne morale qui a été constituée en ayant pour objet spécifique de protéger l'environnement peut, comme il est indiqué en B.4, effectivement subir un dommage moral et tenter une telle action.

B.8.2. Le dommage moral qu'une association de défense de l'environnement peut subir en raison de l'atteinte portée à l'intérêt collectif pour la défense duquel elle a été constituée est toutefois particulier à plusieurs égards.

B.8.3. Tout d'abord, ce préjudice ne coïncide pas avec le dommage écologique réel, puisque celui-ci consiste en un dommage porté à la nature, qui lèse la société tout entière. Il s'agit en effet ici de biens tels que les animaux sauvages, l'eau, l'air, qui appartiennent à la catégorie des *res nullius* ou des *res communes* et qui - tant que personne ne se les approprie - n'appartiennent à personne et ne font donc pas l'objet de droits d'usage privés.

B.8.4. Ensuite, le dommage occasionné à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent à personne peut, en règle, difficilement être évalué avec une précision mathématique parce qu'il s'agit de pertes non économiquement exprimables.

B.8.5. A la lumière de ce qui précède, il convient d'examiner si la différence de traitement visée par la question préjudicielle est raisonnablement justifiée.

B.9.1. En vertu de l'article 1382 du Code civil, le juge est tenu d'évaluer concrètement le dommage causé par un acte illicite et il peut recourir à une évaluation du dommage en équité lorsqu'il est impossible de le déterminer autrement.

B.9.2. L'évaluation de dommages-intérêts en équité signifie que ceux-ci doivent être adaptés le mieux possible à la réalité concrète, même lorsqu'il s'agit d'un dommage moral. A cet égard, la situation d'une personne morale ne diffère pas de celle d'une personne physique qui subit un préjudice moral, lequel ne peut pas non plus être constaté avec une précision mathématique. Le juge ne peut pas se contenter d'indiquer qu'il s'agit d'un préjudice moral et

qu'il évalue dès lors le dommage *ex aequo et bono*; il doit motiver l'impossibilité d'évaluer le dommage autrement (Cass., 22 avril 2009, *Pas.*, 2009, n° 268).

B.10.1. Bien qu'il ne soit pas possible d'évaluer exactement le dommage subi dans le cas d'une atteinte portée à des éléments de l'environnement qui n'appartiennent à personne et bien que le dommage moral de la personne morale ne coïncide pas avec le dommage écologique réel, il n'est pas impossible pour le juge d'évaluer concrètement le dommage moral subi par l'association de défense de l'environnement. Ainsi, il peut notamment tenir compte des objectifs statutaires de l'association, de l'importance de ses activités et des efforts qu'elle fournit pour réaliser ses objectifs. En outre, il peut également prendre en considération la gravité de l'atteinte à l'environnement pour évaluer le dédommagement moral à accorder à l'association.

B.10.2. Certes, après avoir examiné concrètement le dommage, le juge peut estimer, dans un cas déterminé, qu'un dédommagement moral d'un euro suffit, mais en interprétant l'article 1382 du Code civil en ce sens qu'il s'oppose de façon générale à l'octroi d'un dommage supérieur à un euro lorsqu'il est porté atteinte à l'intérêt moral d'une personne morale en raison de l'atteinte portée à son objet collectif, il est fait exception aux principes de l'évaluation concrète et de la réparation intégrale qui sont contenus dans cette disposition, sans qu'existe pour ce faire une justification objective et raisonnable.

B.10.3. Une telle limitation affecterait aussi de manière disproportionnée les intérêts des associations de défense de l'environnement concernées, qui jouent un rôle important dans la sauvegarde du droit à la protection d'un environnement sain reconnu par la Constitution.

B.11.1. Par conséquent, l'article 1382 du Code civil viole les articles 10 et 11 de la Constitution dans l'interprétation selon laquelle il s'oppose à ce qu'une personne morale qui a été constituée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou de certains des éléments de celui-ci, reçoive, pour l'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro.

B.11.2. L'article 1382 du Code civil peut toutefois également être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à ce qu'une personne morale qui a été constituée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou certains des éléments de celui-ci, puisse recevoir pour l'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro. Dans cette interprétation, cette disposition ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 23 et 27 de la Constitution et avec l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

- L'article 1382 du Code civil viole les articles 10 et 11 de la Constitution dans l'interprétation selon laquelle il s'oppose à ce qu'une personne morale qui a été créée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou de certains éléments de celui-ci, reçoive, pour l'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro.

- L'article 1382 du Code civil ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 23 et 27 de la Constitution et avec l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, dans l'interprétation selon laquelle il ne s'oppose pas à ce qu'une personne morale qui a été créée et qui agit en vue de défendre un intérêt collectif, comme la protection de l'environnement ou de certains éléments de celui-ci, puisse recevoir, pour l'atteinte à l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée, un dédommagement moral qui dépasse le dédommagement symbolique d'un euro.

Ainsi rendu en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 janvier 2016.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

A. Alen